



## Savoirs, voix et pouvoir

Cette **présentation des rédactrices** donne un aperçu du contenu du numéro 70 de la Revue Migrations Forcées. Elle contient des liens vers les articles correspondants, ainsi qu'une liste complète des articles et de leur sujet.

Dans le dossier principal intitulé **Savoirs, voix et pouvoir**, les auteurs examinent la manière dont les savoirs sont produits, partagés et reçus dans le domaine des migrations forcées. Ils réfléchissent aux changements qui peuvent et doivent être apportés pour que le pouvoir soit partagé et que des voix plus diverses soient entendues et valorisées.

Le dossier spécial consacré à **La cohésion sociale dans les contextes d'accueil des réfugiés** comprend sept articles, qui explorent le rôle de la cohésion sociale dans les contextes de déplacement prolongé, avec un accent particulier sur le Kenya et le Liban.

Visitez le site [www.fmreview.org/fr/numero70](http://www.fmreview.org/fr/numero70) pour accéder à la présentation des rédactrices, à la revue dans son intégralité et à chacun des articles au format numérique.

Si vous recevez régulièrement une version imprimée du magazine complet, mais que vous pensez que la « Présentation des rédactrices » répond à vos besoins, n'hésitez pas à envoyer un courriel à [fmr@qeh.ox.ac.uk](mailto:fmr@qeh.ox.ac.uk) pour choisir cette formule. Cela nous permettra de faire des économies et de réduire notre impact environnemental. Vous pouvez également vous inscrire sur [www.fmreview.org/fr/souscrivez-aux-alertes-e-mail](http://www.fmreview.org/fr/souscrivez-aux-alertes-e-mail) pour recevoir nos notifications par courriel de la parution des nouveaux numéros et des appels à articles. Tous les anciens numéros sont accessibles en ligne sur [www.fmreview.org/fr](http://www.fmreview.org/fr).

### Prochains thèmes abordés :

RMF 71, février 2023 :  
Intégration socio-économique durable

RMF 72, juin 2023 :  
Ukraine, points de vue et implications

Plus d'informations sur :  
[www.fmreview.org/fr/aparaître](http://www.fmreview.org/fr/aparaître)

Alice Philip et Olivia Berthon  
Rédactrices, Revue Migrations Forcées

### SAVOIRS, VOIX ET POUVOIR

Au cours des dernières années, les débats sur les notions de race, de représentation et d'inégalité ont suscité un questionnement concernant le pouvoir et la voix chez des personnes qui ne s'étaient pas encore intéressées aux problématiques de marginalisation et d'exclusion, tout en donnant de l'élan à d'autres qui remettaient déjà activement en cause le statu quo. Les programmes de localisation dans le secteur de l'aide, les mouvements sociaux tels que Black Lives Matter et les débats plus larges sur la décolonisation ont engendré une réflexion sur les inégalités présentes dans le domaine de la migration forcée – dans la recherche et les savoirs, dans les politiques et les pratiques. Dans cette édition de Revue Migrations Forcées, les auteurs se penchent sur les progrès réalisés, mais aussi sur le chemin qu'il reste à parcourir. Ils remettent en question les attitudes, soulignent les injustices et formulent des recommandations pratiques sur les manières d'aboutir à un changement.

### Représentation et partenariats : « Rien sur nous sans nous »

Un thème commun à de nombreux articles de ce numéro est l'importance de partager les responsabilités pour provoquer des changements dans le domaine des migrations forcées. Sur la scène mondiale, plusieurs auteurs soulignent la nécessité d'inclure de manière significative les voix des personnes déplacées dans les forums de haut niveau et appellent à une gouvernance équitable et inclusive à toutes les échelles ([Kanyamanza-Arnold-Fernandez](#); [Harley-Lee-Wazefadost](#); [Ivashuk](#)). La représentation doit commencer « au sommet », non seulement pour garantir que les personnes les plus touchées par les défis de la migration forcée jouent un rôle central dans la prise de décision et la conception de solutions efficaces, mais aussi comme un impératif moral et éthique. Tandis que la société civile et les réseaux dirigés par des réfugiés ont déjà commencé à mettre cette théorie en pratique, les États et les organismes internationaux ont pris du retard. Pour que les réfugiés bénéficient d'une représentation équitable dans les forums mondiaux, le Comité exécutif du HCR pourrait s'inspirer du modèle adopté par l'Organisation internationale du travail (OIT) et mettre en place une structure de gouvernance révisée comprenant 50 % de représentants de réfugiés ([Kanyamanza-Arnold-Fernandez](#)). De plus, l'inclusion doit aller au-delà du nombre de représentants des réfugiés présents. Il est tout aussi important que les autres parties prenantes écoutent leurs voix et y répondent. Pour que la participation devienne une réalité, c'est-à-dire pour que la participation inclusive et durable des réfugiés devienne la norme dans un ensemble de domaines décisionnels, il faut une reconnaissance des défis que pose la représentation elle-même, ainsi que des efforts pour éliminer les obstacles à la participation auxquels les réfugiés sont diversement confrontés ([Harley-Lee-Wazefadost](#)).

L'appel à remédier aux déséquilibres de pouvoir et à passer d'une inclusion purement symbolique à une véritable représentation est également évoqué en relation avec la problématique de l'apatridie. Compte tenu des connaissances limitées sur l'apatridie dans le monde, il convient d'abord et avant tout de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation approfondie et ciblée sur le sujet, afin de lutter contre la désinformation et, par ailleurs, de reconnaître la stratégie des acteurs étatiques consistant à nier l'apatridie. La communauté internationale doit s'intéresser aux apatrides et leur offrir un environnement sûr afin que leur voix soit entendue. Depuis les initiatives et réseaux dirigés par des apatrides jusqu'aux organismes internationaux tels que l'ONU, il est de plus en plus nécessaire de partager les responsabilités pour lutter contre

toutes les formes de discrimination et combattre la privation de droits dont sont victimes les apatrides ([Ivashuk](#)).

L'implication des parties prenantes dans les secteurs de l'aide humanitaire, de la gouvernance et de la recherche universitaire est également essentielle pour créer des partenariats pertinents, dans lesquels les populations déplacées participent pleinement aux décisions prises en matière de politique et de programmation. Dans le portrait qu'elles font d'un modèle de participation qui va « au-delà de la consultation », Kuntzelman et Noor proposent un cadre de transformation qui passe du « faire à » au « faire pour », puis au « faire avec », qui est l'objectif ultime du partenariat. Elles recommandent plusieurs mesures visant à atténuer les asymétries de pouvoir persistantes et à permettre aux personnes déplacées, en favorisant leur émancipation, de devenir des égaux dans la coproduction de savoirs. Des questions pratiques sont proposées aux parties prenantes pour évaluer leurs approches participatives actuelles ([Kuntzelman-Noor](#)).

Un autre modèle de partenariats autonomisants présenté dans ce numéro est basé sur les réflexions de deux auteurs et une autrice qui ont travaillé ensemble sur l'éducation des réfugiés en Indonésie. Leur article répertorie quatre formes d'inclusion/exclusion des réfugiés dans les processus décisionnels : exclusion explicite, inclusion symbolique, partenariat égalitaire et, finalement, leadership des réfugiés. Sur la voie du leadership des réfugiés, les détenteurs de pouvoirs et les intermédiaires privilégiés jouent un rôle clé en tant qu'« alliés », pour faire en sorte que les personnes ayant une expérience vécue de la migration forcée soient en mesure d'influencer les politiques et les pratiques. Cette situation est loin d'être idéale, mais elle est essentielle tant que des obstacles systémiques à la participation subsistent ([Sarwari-Ahmadi-Donhue](#)).

## Un engagement en faveur du changement organisationnel

La responsabilité partagée d'œuvrer à un changement transformateur est une nécessité profondément ressentie par les praticiens et praticiennes qui ont contribué à ce numéro ([Mustafa-Nambiar-Balasundaram](#); [Mhretu-Akok](#); [Davies-Elderfield](#)). Ceci est désormais un fait reconnu : pour que les pratiques actuelles et les dynamiques de pouvoir s'éloignent de la « culture blanche dominante » qui prédomine dans le domaine de la migration forcée, les acteurs internationaux doivent s'engager dans un changement organisationnel interne et un apprentissage continu. Si l'on veut progresser dans la réalisation de cet engagement, les organisations doivent : investir dans le renforcement des connaissances internes afin de comprendre les dynamiques de pouvoir historiques et actuelles ; se concentrer sur le leadership des réfugiés, la lutte contre le racisme, et la diversité, l'équité et l'inclusion ; et reconnaître et mettre en œuvre des pratiques et un engagement qui prennent en considération les traumatismes. Ce processus nécessite un engagement intensif en termes d'énergie, de temps et de ressources de la part des dirigeants à tous les niveaux d'une organisation, ainsi que des investissements sur la durée pour apporter des changements à long terme ([Mustafa-Nambiar-Balasundaram](#)).

La création d'espaces visant à promouvoir l'autonomisation et l'action des personnes déplacées nécessite une approche sur mesure, qui réponde aux besoins singuliers des différents groupes. Au Caire, l'institution d'aide aux réfugiés Saint Andrew's Refugee Services (StARS) a mis en place un conseil consultatif des jeunes (Youth Advisory Boar, YAB) afin d'inclure les voix des enfants et des jeunes réfugiés non accompagnés dans les processus de décision et les discussions politiques, en tant que groupe confronté à des difficultés particulières d'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux ressources financières. Le YAB est un modèle reproductible de personnes ayant une expérience vécue du déplacement qui réussissent à défendre leurs intérêts et à obtenir des changements tangibles au niveau institutionnel. Cependant, il reste des défis à relever pour faire entendre la voix des jeunes réfugiés non accompagnés,

au-delà des organisations considérées individuellement, dans des contextes humanitaires plus larges où il existe peu de plateformes et de forums auxquels les jeunes qui défendent leurs intérêts peuvent accéder ([Mhretu-Akok](#)).

Aborder les problématiques de pouvoir et de voix au sein des organisations de notre secteur, cela doit aller au-delà des changements structurels, et concerner les outils utilisés par les praticiens eux-mêmes. Un certain nombre de praticiens co-auteurs de ce numéro évoquent et illustrent comment les obstacles linguistiques et les problèmes de communication peuvent déterminer qui est entendu et qui ne l'est pas ([Davies-Elderfield](#); [Mhretu-Akok](#); [Obiye](#)). La langue joue un rôle crucial dans l'inclusion des personnes déplacées dans la prise de décision et les services essentiels. Pour les praticiens de l'humanitaire qui travaillent à la conception et à la mise en œuvre de cadres de suivi, d'évaluation, de responsabilité et d'apprentissage (cadres MEAL), une check-list peut être utilisée pour réduire les risques de distorsion et d'exclusion liés à la langue et faire en sorte que la langue devienne un facteur d'inclusion ([Davies-Elderfield](#)).

## Écouter et être entendus

L'importance d'écouter et d'être entendu est soulignée à partir de perspectives diverses. La responsabilité de faciliter une écoute appropriée incombe aux organismes mondiaux, aux législateurs et aux gouvernements – individuellement et collectivement. On ne saurait répondre aux appels à la représentation des réfugiés sans passer par une véritable écoute de leurs voix, comme l'illustre une analyse des discours qu'ils ont prononcés lors du Forum mondial sur les réfugiés de 2019. Les parties prenantes du secteur de la migration forcée doivent aller à la rencontre de la parole des réfugiés, sur une base individuelle et institutionnelle. Il s'agit notamment d'écouter comment les réfugiés s'identifient eux-mêmes et qui ils souhaitent représenter, ainsi que de répondre à leurs recommandations en matière de politique ([Harley-Lee-Wazefadost](#)).

Le droit des réfugiés de s'exprimer et d'être entendus dans la sphère publique dépend des politiques nationales et des systèmes juridiques. Trop souvent, les groupes marginalisés sont exclus de la participation publique. Les organisations nationales ou dirigées par des réfugiés jouent un rôle clé en menant des activités de pression en faveur de la participation des réfugiés et en tenant les dirigeants responsables de leurs actions. L'implication des réfugiés dans l'élaboration du projet de loi sur les réfugiés de 2019 au Kenya montre comment la participation publique peut être utilisée comme un outil d'autonomisation. Cette expérience révèle des leçons essentielles : il s'agit notamment de veiller à ce que les documents politiques soient diffusés dans des langues accessibles, d'accorder une attention particulière aux groupes minoritaires et marginalisés et de doter les réfugiés des compétences et des connaissances nécessaires pour participer ([Obiye](#)).

Ce numéro offre également un aperçu des situations où les voix des personnes déplacées ne sont pas représentées ou entendues au sein des structures établies. Dans ces contextes, les réfugiés agissent de manière à perturber les politiques de représentation et à acquérir un pouvoir d'action sur leurs propres récits ([Secen](#); [ZiaHero-Kent-Kotowski-Fatema](#)). En Turquie et en Allemagne, les réfugiés syriens créent des plateformes d'information alternatives indépendantes pour contrer les discours négatifs imposés par les grands médias et offrir une perspective plus équilibrée. Ces médias gérés par des réfugiés mettent en lumière les problèmes auxquels sont confrontés divers groupes parmi eux, comme les implications et les limites de politiques telles que le statut de protection temporaire en Turquie et le statut de protection subsidiaire accordé aux réfugiés syriens en Allemagne, tout en donnant une visibilité aux contributions positives des réfugiés à leur pays d'accueil ([Secen](#)).

Le travail d'autoreprésentation en tant que moyen de défense et de promotion des droits peut prendre la forme d'initiatives artistiques ou basées sur les technologies numériques. Dans le

cadre de la réponse aux réfugiés rohingyas, l'art et la technologie sont utilisés comme des outils pour surmonter les obstacles et créer des opportunités pour les réfugiés et les PDI d'engager directement la discussion avec les médias ou les décideurs, dans un espace où leurs voix ne sont pas filtrées ou limitées. Les militants rohingyas utilisent les réseaux sociaux pour attirer l'attention du reste du monde sur les réalités auxquelles ils sont confrontés, ainsi que comme un mécanisme de retour d'information immédiat pour guider la réponse humanitaire. Les démarches créatives constituent donc une autre manière, pour les photographes et les artistes plus généralement, de défendre les droits de leur communauté et de présenter leurs propres récits ([ZiaHero-Kent-Kotowski-Fatema](#)).

Le partage de récits personnels peut être un moyen convaincant et efficace pour que les voix des personnes déplacées soient entendues par les personnes détentrices de pouvoir ([Harley-Lee-Wazefadost](#); [Paw-Choi-Cha](#)). Le témoignage de Meh Sod, qui raconte sa réinstallation aux États-Unis depuis un camp de réfugiés en Thaïlande et son parcours pour trouver son identité et son ancrage dans un nouveau pays, illustre l'importance de donner aux migrants forcés la possibilité de partager leurs expériences. Ce n'est qu'en écoutant réellement des voix telles que celle de Meh Sod que l'on trouvera dans les politiques et les pratiques des réponses culturellement appropriées et pertinentes ([Paw-Choi-Cha](#)).

## Dynamiques de pouvoir dans la recherche et les savoirs

Dans ce numéro, plusieurs auteurs s'intéressent aux questions de savoirs, de voix et de pouvoir dans la recherche sur les migrations forcées. Leurs articles s'attachent à répertorier les obstacles majeurs auxquels sont confrontés, lorsqu'ils entendent faire valoir leurs activités de recherche, les chercheurs qui ont une expérience vécue du déplacement ou qui sont établis dans l'hémisphère Sud. Parmi ces obstacles, on relève la difficulté d'accéder aux subventions et les pratiques usuelles de financement inadaptées aux chercheurs déplacés ([MárquezLameda](#); [Silver-Oyat-Kim-Ismail](#)). Les chercheurs universitaires qui travaillent sur la crise des déplacements au Venezuela soulignent l'incapacité des organismes de financement du Nord à reconnaître les réalités culturelles et sociales inhérentes à la conduite de recherches dans le Sud. Les contraintes bureaucratiques constituent un obstacle significatif à l'obtention de financements, en raison de la capacité limitée des institutions du Sud à répondre à des appels à projets assortis d'exigences souvent coûteuses ou irréalisables. Les difficultés en matière de financement conduisent à leur tour à un manque de crédibilité et de visibilité académiques. Dans le contexte du déplacement vénézuélien, c'est particulièrement le cas pour les chercheurs de terrain qui interagissent directement avec les migrants et les réfugiés et qui sont moins susceptibles d'être considérés comme des autorités crédibles, malgré la pertinence des perspectives qu'ils apportent ([MárquezLameda](#)). En dépit des progrès réalisés dans la localisation de la production de savoirs, les efforts visant à soutenir la recherche menée par les réfugiés sont également largement entravés. La structure des demandes de financement et les conditions d'éligibilité strictes des appels relèguent les chercheurs réfugiés et les organisations dirigées par des réfugiés à des positions secondaires dans les projets de recherche, voire bloquent leur participation. Les difficultés technologiques désavantagent systématiquement les chercheurs et leurs organisations dans les environnements éloignés ou pauvres en ressources. Tous ces obstacles nuisent aux capacités à long terme des organisations dirigées par des réfugiés et aux possibilités offertes aux chercheurs réfugiés ([Silver-Oyat-Kim-Ismail](#)).

Bien que les voix des réfugiés soient de plus en plus valorisées dans la recherche, les auteurs déplacés originaires de Syrie, d'Afrique de l'Est et d'Afghanistan illustrent, dans leur article, les progrès qu'il est nécessaire de réaliser pour lutter contre les préjugés et l'exclusion systémiques dans les sphères

universitaires ([Akkad](#); [Getachew-Gitahi-Ramazani-Yousif](#); [Rabi-Ullah-Daltry](#)). Les chercheurs syriens déplacés en Europe et au Moyen-Orient sont confrontés à la marginalisation et à l'exclusion d'un monde universitaire dominé par les savoirs produits dans le Nord. L'impossibilité de se déplacer librement et le manque de financement ou d'accompagnement durable pour maîtriser les rouages de systèmes d'enseignement supérieur peu familiers contraignent de nombreux universitaires déplacés à occuper des positions précaires ([Akkad](#)). Le défi de faire entendre la voix des personnes déplacées dans le cadre de la recherche et de l'élaboration politique est également examiné dans le contexte des universitaires afghans déplacés, où des formes d'exclusion à plusieurs niveaux découlent de divers phénomènes : difficultés d'accès à l'enseignement supérieur, cultures de recherche locales hostiles aux perspectives des réfugiés dans le milieu universitaire et manque de possibilités de contribuer aux forums internationaux en raison des restrictions de voyage ou des coûts élevés de participation ([Rabi-Ullah-Daltry](#)). Le point de vue de chercheurs « initiés », auteurs d'une étude sur les organisations de réfugiés, illustre les perspectives uniques que les personnes ayant une expérience vécue du déplacement peuvent apporter à la recherche sur la migration forcée. La singularité de leur position est particulièrement utile pour établir des relations de confiance avec les participants à la recherche, parce qu'ils partagent, par exemple, une nationalité et une langue ou qu'ils ont des expériences similaires de déplacement. Cependant, la possibilité d'être reconnu en tant que chercheur légitime par les parties prenantes à plus grande échelle constitue un défi majeur. Comme nous l'avons vu plus haut dans le contexte indonésien, les chercheurs initiés sont obligés de s'appuyer sur des intermédiaires alliés pour approcher les acteurs humanitaires ([Getachew-Gitahi-Ramazani-Yousif](#)).

Les processus complexes et peu flexibles inhérents à la publication dans le domaine des migrations forcées sont un autre problème qui empêche les chercheurs et les auteurs réfugiés de partager leurs points de vue. Le parti pris en faveur des chercheurs du Nord soulève des questions fondamentales sur la répartition du pouvoir dans le domaine de la migration forcée lui-même ([Alexander-Milner-Philip](#)). Les processus de publication qui privilégient les modalités d'écriture occidentales aux voix exprimant des expériences vécues ne laissent pas de place aux modes de communication non académiques ou aux différents niveaux de compétences en matière de culture numérique et d'écriture académique parmi les co-auteurs. Même dans le cadre d'un processus itératif et participatif où les co-auteurs sont habilités à se faire mutuellement des commentaires, la mise en place d'un partenariat d'écriture véritablement équitable s'est heurtée à des problèmes de déséquilibre des pouvoirs et de positionnalité ([Kaur](#)). La discrimination et les préjugés exercent un impact direct et indirect sur l'exclusion des chercheurs déplacés dans l'univers de la recherche, et la langue est souvent citée comme un obstacle majeur, étant donné la prédominance de l'anglais dans les publications sur la migration forcée ([Alexander-Milner-Philip](#); [Akkad](#); [Rabi-Ullah-Daltry](#)).

## Favoriser le changement dans la recherche sur les migrations forcées

Les auteurs réfléchissent à la manière de relever ces défis et de rompre avec les schémas ancrés d'exploitation et de déséquilibre des pouvoirs. Les réseaux de recherche, le financement d'amorçage et les annonces de financement sensibles au contexte pourraient contribuer à favoriser la collaboration et à accroître l'accès aux possibilités de financement ([MárquezLameda](#)). Pour surmonter les obstacles qui continuent d'entraver le transfert significatif de ressources aux organisations dirigées par des réfugiés, les institutions de financement peuvent adapter leurs exigences et leurs modèles budgétaires, tout en offrant des possibilités de développement taillées sur mesure pour renforcer les capacités organisationnelles ([Silver-Oyat-Kim-Ismail](#)). Les donateurs devraient financer des recherches menées par des

réfugiés sur des sujets identifiés par les chercheurs réfugiés, et les ONG internationales devraient considérer les chercheurs réfugiés comme des chercheurs légitimes ([Getachew-Gitahi-Ramazani-Yousif](#)).

Pour accroître l'inclusion et la participation à la recherche sur les migrations forcées, d'autres parties prenantes peuvent offrir un soutien et un mentorat aux universitaires déplacés afin de les aider à se développer ([Akkad](#)). Parmi les initiatives susceptibles d'apporter de la diversité dans les discussions, on peut citer la priorité à donner à l'éducation des réfugiés, la mise en place de programmes de sensibilisation et la mise en œuvre de mesures pratiques permettant aux réfugiés de se conformer aux exigences de participation ([Rabi-Ullah-Daltry](#)). La publication inclusive et la co-écriture nécessitent un soutien structurel, de l'innovation et une volonté accrues de la part des chercheurs, des éditeurs et des institutions universitaires ([Kaur](#)). Un exemple de l'une des manières employées pour accroître l'inclusion dans la publication à propos des migrations forcées est présenté au début de ce numéro. Afin d'explorer les moyens d'améliorer l'accès et la représentation, le Local Engagement Refugee Research Network s'est associé à la Revue Migrations Forcées afin de soutenir un nouveau programme de mentorat visant à accroître l'inclusion des perspectives jusqu'ici sous-représentées ([Alexander-Milner-Philip](#)). Des mesures proactives comme celles-ci peuvent faire prendre conscience de la nécessité d'un accompagnement, de manière à créer un environnement de publication réellement inclusif et, plus largement, à rendre le domaine de la recherche sur la migration forcée plus inclusif également.

## LA COHÉSION SOCIALE DANS LES CONTEXTES D'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

Le dossier spécial du numéro 70 de RMF traite du rôle de la cohésion sociale dans les contextes de déplacement prolongé. On reconnaît de plus en plus l'importance d'impliquer les communautés d'accueil dans les réponses humanitaires au déplacement – une tendance qui est très clairement inscrite dans le Pacte mondial sur les réfugiés. Ce changement de politique a conduit à une multitude de programmes visant à promouvoir la cohésion sociale dans les relations entre réfugiés et populations hôtes. Toutefois, il est nécessaire de mieux comprendre la manière dont les politiques et les programmes de cohésion sociale sont conçus, leur capacité réelle à atteindre les résultats escomptés, ainsi que les conséquences involontaires de l'extension du champ d'action des programmes humanitaires aux communautés d'accueil.

L'article introductif est consacré à l'attention croissante que suscitent les tensions entre les réfugiés et les populations hôtes dans les programmes d'aide et de développement depuis les années 1970. Alors que les acteurs de la protection des réfugiés se concentraient auparavant sur la « coexistence », le concept de « cohésion » implique, lui, une vision plus ambitieuse de la promotion de la confiance, de l'appartenance sociale, de l'inclusion économique et de la participation politique. Des questions essentielles restent cependant sans réponse, car le concept est encore dépourvu de définition cohérente, et les politiques de cohésion sociale sont fragmentées dans différents domaines. Une stratégie plus explicite quant au rôle spécifique de la cohésion sociale est nécessaire dans le mandat du HCR et d'autres organismes internationaux, de manière à mieux intégrer les objectifs de cohésion sociale dans la programmation de l'aide aux réfugiés ([Rodgers](#)).

Deux articles de ce dossier portent sur la cohésion sociale et la stabilité au Liban ([Chatty](#); [Najdi](#)). Dans un contexte de crises multiples, les acteurs gouvernementaux et humanitaires sont de plus en plus préoccupés par les tensions intercommunautaires entre ressortissants libanais et personnes déplacées. Les inquiétudes concernant les effets du récent afflux de Syriens peuvent être mieux comprises si l'on se penche sur la longue histoire des divisions religieuses au Liban et des tentatives

des acteurs extérieurs de promouvoir la stabilité. La société civile joue un rôle fondamental dans l'amélioration de la cohésion sociale entre les différents groupes au Liban – et elle donne l'exemple de nombreuses initiatives réussies nées de collaborations entre des acteurs libanais et syriens ([Chatty](#)). Après l'explosion du port de Beyrouth en 2020, des tensions sont apparues et un certain ressentiment s'est accru en raison de perceptions de discrimination et de distribution injuste de l'aide. Les acteurs humanitaires doivent reconnaître la dimension *verticale* des cadres de cohésion sociale (lorsque la colère est dirigée contre les institutions responsables du ciblage et de la distribution de l'aide), ainsi que leur dimension *horizontale* (lorsque les tensions impliquent des divisions intercommunautaires entre divers groupes) afin d'éviter d'exacerber les tensions entre réfugiés et populations hôtes lorsqu'ils fournissent une assistance humanitaire ([Najdi](#)).

Inclure les populations locales comme bénéficiaires dans les programmes de protection est une stratégie qui permet de réduire les tensions dans les contextes de déplacement prolongé à grande échelle, mais qui peut également entraîner des risques supplémentaires à long terme. Au camp de Kakuma, dans le nord du Kenya, les acteurs humanitaires ont réagi aux tensions de faible intensité mais de longue durée entre les réfugiés et la communauté locale turkana en étendant les services d'aide locale et les opportunités d'emploi aux locaux. Toutefois, ces efforts ont eu pour conséquence involontaire de politiser l'aide – les attentes croissantes de la population locale en matière de « droits des hôtes » n'étant pas satisfaites. Pour faire avancer le programme de « coexistence pacifique », il est nécessaire de renforcer la base juridique de l'appartenance des réfugiés au Kenya ([Nabenyo](#)).

Un autre article axé sur les politiques liées aux relations entre réfugiés et hôtes au Kenya examine la gestion contradictoire par le pays de ses affaires relatives aux réfugiés depuis 2013. Par exemple, à l'heure actuelle, le Kenya applique une politique stricte en matière d'encampement, qui limite les déplacements des réfugiés et des demandeurs d'asile, tout en promettant de promouvoir l'autonomie et l'intégration socio-économique des réfugiés. Plus saisissant encore, en dépit de ces professions de foi, le pays a appelé à plusieurs reprises à la fermeture de ses camps. Le « plan Marshall pour l'Afrique » constitue une avancée vers la cohérence des politiques, mais il ne tient pas compte de la contradiction intrinsèque entre encampement et intégration socio-économique ([Owiso](#)).

Outre ces points de vue concrets sur la compréhension de la cohésion sociale dans les politiques et les programmes, un autre article se penche sur la difficulté de mesurer le degré de cohésion dans les contextes de déplacement. Dans leur évaluation des instruments consacrés à mesurer la cohésion sociale dans le camp de Kakuma, les auteurs soulignent la complexité de l'utilisation d'enquêtes de perception, tant pour ce qui est de la collecte de données que de leur interprétation. Leurs observations soulignent que les mesures de la cohésion sociale et l'interprétation des réponses aux enquêtes doivent impérativement être adaptées au contexte pour obtenir des réponses significatives et nuancées. De plus, les enquêtes de perception ne fournissent qu'une mesure limitée de la cohésion. Enfin, l'analyse des enquêtes devrait se concentrer sur les réponses extrêmes, plus susceptibles de rejoindre les réponses obtenues au cours d'entretiens approfondis ([Hunt-Rodgers](#)).

Ce dossier spécial s'achève sur un ensemble de réflexions sur la réconciliation – un concept intimement lié à la cohésion sociale. Les obstacles courants à la réconciliation sont les sentiments de « supériorité contre infériorité », qui produisent de la marginalisation, de la discrimination et de l'oppression, et la frustration liée au sentiment d'impuissance à faire cesser la violence et l'injustice. L'élimination de ces obstacles commence au niveau personnel – en travaillant avec les individus et les communautés. Ici, les autrices réfléchissent à des expériences personnelles de réconciliation en action partagées par des collègues au Myanmar, en Éthiopie et en Ouganda ([Vella-Rueda](#)).

## SAVOIRS, VOIX ET POUVOIR

-  **Encadrer les nouvelles voix dans les publications relatives à la migration forcée**  
Heather Alexander, James Milner (Université de Carleton) et Alice Philip (Université d'Oxford)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/alexander-milner-philip](http://www.fmreview.org/fr/numero70/alexander-milner-philip)
-  **Rapprocher les jeunes et le pouvoir : l'expérience d'un conseil consultatif des jeunes au Caire**  
Fnan Mhretu et Lokpiny Bol Akok (Saint Andrew's Refugee Services)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/mhretu-akok](http://www.fmreview.org/fr/numero70/mhretu-akok)
-  **Écoutez ma voix : la participation des réfugiés à l'élaboration des politiques au Kenya**  
Lilian Obiye (Refugee Consortium of Kenya)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/obiye](http://www.fmreview.org/fr/numero70/obiye)
-  **Lutter contre l'apatridie : de l'importance fondamentale de la voix des apatrides**  
Aleksejs Ivashuk (Apatride Network)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/ivashuk](http://www.fmreview.org/fr/numero70/ivashuk)
-  **Voix et pouvoir à l'intersection de l'art, de la technologie et de la défense des droits**  
Sahat Zia Hero, Parmin Fatema (Indépendants), Alison Kent et Alexandra Kotowski (Oxfam)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/ziahero-kent-kotowski-fatema](http://www.fmreview.org/fr/numero70/ziahero-kent-kotowski-fatema)
-  **Autoreprésentation des réfugiés syriens dans les médias en Turquie et en Allemagne**  
Sefa Secen (Université d'État de l'Ohio)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/secen](http://www.fmreview.org/fr/numero70/secen)
-  **Une représentation significative commence au sommet : les réfugiés au Comité exécutif du HCR**  
Bahati Kanyamanza (Asylum Access/COBURWAS International Youth Organization to Transform Africa) et Emily Arnold-Fernandez (Refugee Law Initiative de l'université de Londres)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/kanyamanza-arnoldfernandez](http://www.fmreview.org/fr/numero70/kanyamanza-arnoldfernandez)
-  **Être invité ne suffit pas : la participation des réfugiés et l'importance de l'écoute**  
Tristan Harley (Act for Peace/Kaldor Centre for International Refugee Law, UNSW Sydney), Suyeon Lee (Act for Peace) et Najeeba Wazefadost (Act for Peace/Asia Pacific Network of Refugees/Global Refugee-led Network)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/harley-lee-wazefadost](http://www.fmreview.org/fr/numero70/harley-lee-wazefadost)
-  **Transfert du pouvoir dans le secteur du déplacement forcé : de la nécessité d'un changement organisationnel interne**  
Sana Mustafa, Deepa Nambiar et Rahul Balasundaram (Asylum Access)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/mustafa-nambiar-balasundaram](http://www.fmreview.org/fr/numero70/mustafa-nambiar-balasundaram)
-  **Langue, pouvoir et voix dans le suivi, l'évaluation, la responsabilité et l'apprentissage : une check-list pour les praticiens**  
Daniel Davies (Indépendant) et Emily Elderfield (CLEAR Global)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/davies-elderfield](http://www.fmreview.org/fr/numero70/davies-elderfield)
-  **Au-delà de la consultation : créer des partenariats significatifs par la participation**  
Christa Charbonneau Kuntzelman (Université Northwestern) et Anila Noor (Global Independent Refugee Women Leaders/FFVT/New Women Connectors)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/kuntzelman-noor](http://www.fmreview.org/fr/numero70/kuntzelman-noor)
-  **Détenteurs de pouvoir et alliés « filtres » : un modèle de partenariat**  
Abdullah Sarwari (Refugee Learning Center, Indonésie), Musa Ahmadi (anciennement Roshan Learning Center, Jakarta) et Tracey Donehue (Université d'Auckland)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/sarwari-ahmadi-donehue](http://www.fmreview.org/fr/numero70/sarwari-ahmadi-donehue)
-  **Voix, identité et écoute : réflexions d'une réfugiée**  
Meh Sod Paw (Université du Colorado du Nord), Minkyung Choi (L'université de la ville de New York) et Jihae Cha (Université George Washington)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/paw-choi-cha](http://www.fmreview.org/fr/numero70/paw-choi-cha)
-  **Engagements rhétoriques et réalités du financement à Dadaab, Kenya**  
Rachel Silver, HaEun Kim (Borderless Higher Education for Refugees), Mark Okello Oyat et Sahra Mohamed Ismail (Dadaab Response Association)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/silver-oyat-kim-ismail](http://www.fmreview.org/fr/numero70/silver-oyat-kim-ismail)
-  **Financement, crédibilité et visibilité : soutenir la recherche sur la migration forcée dans le Sud Global**  
Rossmory D Márquez-Lamedá (Université d'Indiana Bloomington)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/marquezlameda](http://www.fmreview.org/fr/numero70/marquezlameda)
-  **Coécriture et publications inclusives**  
Kirandeep Kaur (Université de Tilburg)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/kaur](http://www.fmreview.org/fr/numero70/kaur)
-  **Universitaires syriens déplacés : des voix non entendues dans le monde académique**  
Ahmad Akkad (Université de Warwick)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/akkad](http://www.fmreview.org/fr/numero70/akkad)
-  **Exclusion de la discussion : réflexions de réfugiés afghans**  
Asma Rabi, Noor Ullah et Rebecca Daltry (Jigsaw Consult)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/rabi-ullah-daltry](http://www.fmreview.org/fr/numero70/rabi-ullah-daltry)
-  **Quand les personnes déplacées mènent la recherche : l'expérience de l'Afrique de l'Est**  
Abis Getachew, Mary Gitahi, Uwezo Ramazani et Andhira Yousif (Chercheurs indépendants)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/getachew-gitahi-ramazani-yousif](http://www.fmreview.org/fr/numero70/getachew-gitahi-ramazani-yousif)

## LA COHÉSION SOCIALE DANS LES CONTEXTES D'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS



**De la coexistence à la cohésion dans les relations entre réfugiés et populations hôtes**  
Cory Rodgers (Université d'Oxford)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/roddgers](http://www.fmreview.org/fr/numero70/roddgers)



**Évolution du « secteur de la stabilité » au Liban : le rôle de la société civile**  
Dawn Chatty (Université d'Oxford)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/chatty](http://www.fmreview.org/fr/numero70/chatty)



**Les tensions liées à l'aide humanitaire après l'explosion du port de Beyrouth en 2020**  
Wafsa Najdi (Université américaine de Beyrouth)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/najdi](http://www.fmreview.org/fr/numero70/najdi)



**Politiques incohérentes et priorités contradictoires au Kenya**  
Michael Owiso (Université de Maseno)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/owiso](http://www.fmreview.org/fr/numero70/owiso)



**La politique de partage de l'aide avec les communautés d'accueil**  
Ekai Nabeny (Université de Maseno)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/nabeny](http://www.fmreview.org/fr/numero70/nabeny)



**Mesurer la cohésion sociale : les leçons du camp de Kakuma**  
Stephen Hunt and Cory Rodgers (Université d'Oxford)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/hunt-rodgers](http://www.fmreview.org/fr/numero70/hunt-rodgers)



**Réflexions sur les approches et les obstacles à la réconciliation**  
Danielle Vella et Diana Rueda (Jesuit Refugee Service)  
[www.fmreview.org/fr/numero70/vella-rueda](http://www.fmreview.org/fr/numero70/vella-rueda)



**En couverture :** Il n'a pas été facile de trouver une image qui symbolise le thème « Savoirs, voix et pouvoir » – mais le concept d'écoute a particulièrement stimulé notre imagination. Cette photographie, prise par Larry George II, convenait parfaitement. Une personne tend des écouteurs à chacun d'entre nous. Choisissons-nous de les saisir et d'écouter ? (Crédit photo : Larry George II)



Sharifah Shakirah, fondatrice et directrice du Réseau de développement des femmes rohingyas (Rohingya Women Development Network, RWDN). (Crédit photo : Amin Kamrani)

La **Revue Migrations Forcées** (RMF) constitue un forum qui permet l'échange régulier d'expériences pratiques, d'informations et d'idées entre les universitaires, les réfugiés et les déplacés internes, et tous ceux qui travaillent avec eux. Elle est publiée en français, en anglais, en arabe et en espagnol par le Centre d'études sur les réfugiés du Département pour le développement international de l'Université d'Oxford.

**Vous pouvez également vous inscrire sur**  
[www.fmreview.org/fr/souscrivez-aux-alertes-e-mail](http://www.fmreview.org/fr/souscrivez-aux-alertes-e-mail)

**Avis de non responsabilité :** Les vues exprimées dans RMF ne reflètent pas nécessairement l'opinion des rédactrices, du Centre d'études sur les réfugiés ou de l'Université d'Oxford.

**Droits d'auteur :** RMF est une publication en libre accès (« Open Access »). Visitez [www.fmreview.org/fr/droits-dauteurs](http://www.fmreview.org/fr/droits-dauteurs).

**Nous tenons à remercier tous nos donateurs**, et plus particulièrement ceux qui ont soutenu spécifiquement ce numéro : le AHRC-FCDO Collaborative Humanitarian Protection Research Program [Programme de recherche collaborative sur la protection humanitaire subvention n° AH/T007443/1], financé par le Arts and Humanities Research Council et le bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du gouvernement britannique • le Centre de recherches pour le développement international du gouvernement du Canada (CRDI) • le Jesuit Refugee Service • le Local Engagement Refugee Research Network (LERRN), financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (SSHRC)

**Merci également à tous nos autres donateurs**, qui sont nommés sur [www.fmreview.org/fr/pour-donateurs/donateurs](http://www.fmreview.org/fr/pour-donateurs/donateurs)

